

# RENTREE 2015 :

## MISE EN ŒUVRE DES STATUTS DES ENSEIGNANT-E-S DU SECOND DEGRE SUD EDUCATION ALSACE DIT TROIS FOIS NON !

**NON** A LA DEGRADATION SUPPLEMENTAIRE DES CONDITIONS DE TRAVAIL PAR PLUS D'AFFECTATIONS MULTIPLES !

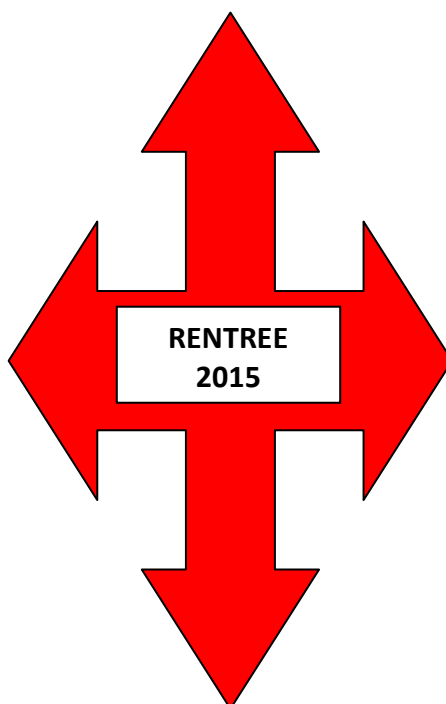
**NON** A L'INDEMNITE SOUPOUDREE, MISERABLE ET ARBITRAIRE !

**NON** AUX PONDERATIONS DISCRIMINATOIRES !

### INDEMNITES :

NOUS **DENONÇONS** LE « TOUT INDEMNITAIRE » DU DECRET [ARTICLE 3]. LE MINISTERE VEUT CREER DES INDEMNITES, PARFOIS EN REMPLACEMENT DE DECHARGES EXISTANTES ! NOUS **REVENDIQUONS LA COMPENSATION DES TACHES SUPPLEMENTAIRES PAR DES DECHARGES DE SERVICES** AMENANT UNE REDUCTION DU TEMPS D'ENSEIGNEMENT.

NOUS **REFUSONS** DE LAISSER LES DECISIONS D'ATTRIBUTION DES INDEMNITES A **L'ARBITRAIRE** DES RECTORATS OU DES CHEFS D'ETABLISSEMENTS



### AFFECTATIONS :

EN OPPOSITION A CE QUE STIPULE LE NOUVEAU DECRET [ARTICLE 4], SUD EDUCATION **COMBAT** LA POSSIBILITE D'AFFECTATIONS SUR PLUSIEURS COMMUNES OU SUR PLUS DE DEUX ETABLISSEMENTS, **MEME POUR LES TZR.**

NOUS **REVENDIQUONS TOUS LES ENCADREMENTS POSSIBLES** POUR LIMITER LES POSSIBILITES D'AFFECTATIONS MULTIPLES !

### PONDERATIONS :

LE DECRET PREVOIT UNE PONDERATION A 1,1 DES HEURES DE CLASSE EFFECTUEES DANS L'EDUCATION PRIORITAIRE EN REP+ ET DANS LES CLASSES DU CYCLE TERMINAL DES SERIES GENERALES ET TECHNOLOGIQUES. NOUS **CONDAMNONS** LA MESURE INEGALITAIRE QUI EXCLUT LA VOIE PROFESSIONNELLE DE LA PONDERATION A 1,1 DES HEURES EFFECTUEES DANS LE CYCLE TERMINAL. NOUS **DENONÇONS** EGALEMENT LA PROPOSITION DE REMPLACEMENT DE L'INDEMNITE DE CONTROLES EN COURS DE FORMATION (CCF) PAR UNE INDEMNITE FORFAITAIRE QUI VISE DES ECONOMIES BUDGETAIRES.

## **AFFECTATIONS :**

Que les affectations sur deux établissements situés dans des communes différentes ou dans trois établissements **ne puissent se décider qu'avec l'accord explicite de l'enseignant-e ;**

Qu'un-e enseignant-e ne puisse pas être affecté-e sur un deuxième établissement **si des heures supplémentaires (HSA) sont attribuées à d'autres enseignant-e-s de sa discipline** dans son établissement d'affectation.

Que les affectations multiples donnent lieu à **une saisine obligatoire du CHSCT** sur le sujet

### **NOUS REVENDIQUONS**

Qu'une heure de réduction de service **soit appliquée pour toute affectation multiple**

Qu'il y ait un **nombre maximum de déplacements hebdomadaires** entre les établissements d'affectation ;

Que les frais de déplacement entre les établissements donnent lieu à remboursement ;

Qu'une pause méridienne **d'au moins une heure, hors temps de déplacement, soit respectée**

Qu'il n'y ait pas de déplacements multiples dans la même journée (pas d'aller-retour entre les deux établissements)

## INDEMNITES :

En compensation temporaire de l'exclusion de la pondération pour la voie professionnelle ,**nous revendiquons que l'équivalent de 0,1 HSA soit attribué aux enseignant-e-s pour chaque heure effectuée en première ou terminale BAC PRO et dans les deux années de CAP.**

Nous condamnons le mode d'évaluation des examens par CCF qui repose uniquement sur l'enseignant-e (conception, organisation, convocation, correction, notation). Nous réclamons le retour aux épreuves ponctuelles nationales.

L'intégration des indemnités générales (de type ISOE part fixe) au traitement

Tant que des CCF sont maintenus et qu'ils ne donnent pas lieu à décharges horaires spécifiques, **nous revendiquons que les indemnités de CCF soient maintenues et augmentées, qu'elles soient versées intégralement à chaque enseignant-e pour chaque épreuve et sous-épreuve, en tenant compte du nombre d'élèves concernés.**

## NOUS REVENDIQUONS

**Des mécanismes compensatoires alternatifs** : réductions de service, baisse du nombre d'élèves, dédoublements...

La compensation des tâches supplémentaires par des décharges de services amenant une réduction du temps d'enseignement.

**La définition de règles générales nationales** définissant les situations donnant lieu à indemnités, celles prévues (300, 625, 1250, 2500 ou 3750 euros), décidées localement par le chef d'établissement sont soit ridicules soit en régression par rapport à celles existantes.

**Nous refusons les indemnités qui cherchent à hiérarchiser** les personnels du type « préfet des études » ou « membre du Conseil pédagogique » et nous nous y opposerons !

# PONDERATIONS :

## **NOUS RAPPELONS QUE :**

- QUE LES SOUS SERVICES NE SONT PAS INTERDITS
- QU'ILS NE SONT PAS DE LA RESPONSABILITE DES PERSONNELS, QUI NE DOIVENT PAS EN PATIR
- QUE LE DECRET MAINTIENT LES MAXIMA HEBDOMADAIRES DE SERVICE POUR LES CERTIFIE-E-S, AGREGE-E-S ET PLP
- QU'ON NE PEUT PAS IMPOSER PLUS D'UNE HEURE SUPPLEMENTAIRE ANNUELLE (HSA)

**DONC : LES TEXTES D'APPLICATION DOIVENT EXPLIQUER** QUE LES PONDERATIONS SONT PRISES EN COMPTE POUR LE CALCUL DES HEURES DE SERVICE ET DES HSA, ET AINSI **QUE LES HEURES DE SERVICE NE PEUVENT PAS DEPASSER DE PLUS D'UNE HEURE LES MAXIMA REGLEMENTAIRES SANS L'ACCORD DE L'INTERESSE-E, MEME SI LE DEPASSEMENT SUPPLEMENTAIRE EST D'UNE FRACTION D'HEURE. .**

**POUR AMELIORER REELLEMENT NOS CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL, C'EST PAR NOS LUTTES QU'IL FAUDRA IMPOSER :**

- **LA BAISSSE DU NOMBRE D'ELEVES PAR CLASSE, ET LA DEFINITION DES PLAFONDS NATIONAUX**
- **DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES**
- **LA COMPENSATION PAR DES REDUCTIONS DE SERVICE DES TACHES SUPPLEMENTAIRES ET CONDITIONS DIFFICILES**
- **UNE BAISSSE DU TEMPS DE TRAVAIL ET 3H DE CONCERTATION INTEGREES DANS LE SERVICE DES ENSEIGNANT-E-S**
- **UNE REFORME DE L'EDUCATION PRIORITAIRE AVEC UNE DECHARGE POUR TOUS LES PERSONNELS**
- **UN CORPS UNIQUE SUR LA BASE LA PLUS FAVORABLE**

